



Déclaration de la FSE-UL suite à la victoire du NON au référendum sur la constitution européenne

Paris, le 31 mai 2005

Le dimanche 29 Mai 2005, les électeurs de ce pays se sont massivement prononcé contre la constitution :

Le NON remporte 55% des voix, notamment grâce à la jeunesse (18-35ans) qui s'est exprimée à 60% en défaveur du traité et à la classe ouvrière (80% des ouvriers et 65 % des employés).

La jeunesse et les travailleurs se sont saisi de ce vote pour sanctionner les politiques menées par les partis qui assument alternativement le pouvoir et qui mènent une véritable politique de guerre antisociale ; ils leur ont ainsi infligé une défaite sans précédent.

En effet les travailleurs et la jeunesse ont clairement compris le lien qui existe entre la privatisation de l'éducation et des services publics, la détérioration des conditions de travail et des salaires, et les directives issues des traités européens réaffirmés dans la constitution.

Il s'agit d'un non anticapitaliste qui porte en lui la remise en cause des traités déjà existants (tous les traités de Rome à Nice), ce qui pose l'abrogation de la loi Fillon et des décrets d'application des ECTS/LMD.

Ce vote n'est nullement "nationaliste" ou "anti-européen", il constitue au contraire la possibilité d'ouvrir une perspective de résistance pour l'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière européenne contre la politique libérale de Bruxelles et des gouvernements des états membres de l'UE.

Dans ce contexte, après un tel résultat, les directions syndicales ont une responsabilité majeure : elles doivent faire converger les revendications de la jeunesse et des travailleurs et préparer la grève générale. Les conditions sont réunies pour infliger une défaite au gouvernement quel qu'il soit et faire aboutir ces revendications.

La victoire du NON ne suffit pas, la question qui se pose au lendemain de ce vote massif est la mobilisation dans l'unité des travailleurs et des jeunes pour la grève générale.

C'est pourquoi la FSE-UL appelle tous les lycéens, les étudiants, les enseignants... et les parents d'élèves à se mobiliser en France et dans toute l'Europe pour stopper la logique de privatisation de l'éducation.

**Réunion publique :
quelles perspectives après le NON ?
Vendredi 10 juin
Salle 243 à 16h**

**Fédération Syndicale Etudiante
Unitaire et Laïque
censier.fseparis3@laposte.net**

**Paris3 local 332b
01 45 87 40 93
fseul.jussieu@laposte.net**